

## NIGERIA

## Arrestation d'un des principaux commandants de Boko Haram

**L'agence nigériane de renseignement a annoncé dimanche l'arrestation d'hommes soupçonnés d'être de hauts responsables de Boko Haram, dont un des principaux commandants du groupe islamiste, qui seraient liés à plusieurs attentats-suicides à travers le pays.**

Le Département de la sécurité d'État (DSS) a indiqué dans un communiqué avoir arrêté, entre juillet et août, Usman Shuaibu, alias Money, et d'autres membres de premier plan du groupe islamiste, dans les États de Lagos, Kano, Plateau, Enugu et Gombe.

«Il convient de noter tout particulièrement l'arrestation le 8 juillet 2015, dans l'État de Gombe (nord-est), des responsables de la coordination et de l'exécution des attentats-suicides de Potiskum, Kano, Zaria et Jos», a précisé le DSS.

«Shuaibu a avoué être le chef de file d'une équipe de neuf membres de la secte, envoyés à partir de la forêt de Sambisa pour perpétrer des attaques. Il a révélé que quatre des neuf ont été utili-

sés comme kamikazes pour commettre des attentats-suicides», selon le communiqué.

Le DSS affirme que l'arrestation de Shuaibu et des autres membres-clés de cette cellule ont mis un frein à la recrudescence d'attentats du groupe islamiste nigérian.

Il ajoute que des projets d'attaques des insurgés sur Lagos, la capitale économique, ont également été contrecarrés par ses agents.

«L'afflux soudain de membres de Boko Haram dans l'État de Lagos souligne la détermination du groupe à étendre ses abominables activités terroristes au sein même de l'État et, en réalité, dans d'autres régions du pays», a-t-il précisé.



Les éléments de Boko Haram ont été envoyés de la forêt de Sambisan pour perpétrer des attaques.

«L'arrestation de ces éléments terroristes déclarés a toutefois aidé, dans une large mesure, à éviter des attaques dévastatrices dans cette zone», a-t-il ajouté.

Vendredi, le DSS avait annoncé avoir arrêté un adolescent de

14 ans, soupçonné d'avoir voulu livrer à Boko Haram des informations sur les règles de sécurité de l'aéroport d'Abuja.

Ces dernières semaines, les islamistes ont mené des attaques meurtrières le long des frontières

du Nigeria, au Cameroun et au Tchad, dont des attentats-suicides, certains commis par des femmes.

Les attaques de Boko Haram et la riposte de l'Etat nigérian ont fait plus de 15 000 morts et 1,5 millions de déplacés en six ans d'une campagne violente.

Dans un communiqué diffusé dimanche, le chef de l'Agence Nationale d'Urgence, gérée par l'État, Muhammad Sani Sidi, déclare que 57 743 Nigériens déplacés en raison de l'insurrection sont réfugiés dans des camps au Cameroun, au Tchad et au Niger.

Une Force d'intervention conjointe multinationale (MNJTF) de 8 700 hommes regroupant Nigeria, Niger, Tchad, Cameroun et Bénin, doit être déployée dans le nord-est du Nigeria et aux confins des frontières du Cameroun et du Tchad pour combattre le groupe islamiste.

Photos : DR

## AFGHANISTAN

## Les forces afghanes reprennent un district du

## Helmand aux talibans

**Les forces afghanes appuyées par des frappes aériennes de l'Otan ont repris aux insurgés talibans un district stratégique de la province du Helmand (sud), ont annoncé des responsables militaires.**

La ville de Musa Qala, dans la province instable du Helmand, avait été capturée mercredi par les talibans après une semaine de violents combats avec les forces gouvernementales. Les rebelles avaient affirmé avoir tué ou capturé des dizaines de militaires afghans. Après l'envoi de renforts de la province voisine de Kandahar, les forces afghanes ont percé dimanche matin les lignes des talibans, mises à mal par des raids aériens de l'Otan. «Les forces de sécurité, dont l'armée et des unités commandos, ont mené une offensive réussie ce matin. Elles ont recapturé le district et tué 220 ennemis combattants», a déclaré à l'AFP le porte-parole du ministère de la Défense Dawlat Waziri. Selon lui, les combats n'ont fait aucune victime dans le camp gouvernemental. La force résiduelle de l'Otan en Afghanistan a indiqué que des avions américains avaient procédé à 18 bombardements aériens sur le district de Musa Qala au cours de la semaine écoulée. Dimanche, les talibans n'avaient pas encore réagi à ces informations.

Les autorités de Kaboul redoutaient que la chute de ce district, autrefois une position stratégique de l'Otan, ne permette aux talibans de s'emparer des régions voisines et de renforcer leur emprise sur le nord du Helmand. Depuis la fin de sa mission de combat en décembre dernier, l'Otan dispose d'environ 13 000 soldats en Afghanistan, chargés de former les forces afghanes désormais en première ligne face à l'insurrection des talibans, qui ont d'ailleurs intensifié leurs attaques au cours des derniers mois.

## SOUDAN DU SUD

## La rébellion accuse l'armée de violer le cessez-le-feu

**La rébellion sud-soudanaise a accusé dimanche les forces gouvernementales de violer le cessez-le-feu, entré en vigueur dimanche aux termes d'un récent accord de paix, en bombardant ses positions le long du Nil-Blanc, ce qu'a nié l'armée, dénonçant en retour une attaque rebelle contre un village.**

«La cessation des hostilités a commencé samedi minuit, mais le gouvernement l'a violée», a affirmé dimanche à Addis-Abeba Dickson Gatluak, un porte-parole de la rébellion, «ils n'ont pas l'intention de le respecter». «Un convoi militaire - deux barges, sept canonnières — se déplace entre Bor et Panyijar», dans les États oriental du Jonglei et septentrional d'Unité, «dès qu'ils voient nos positions sur la rive, ils bombardent», a-t-il expliqué à l'AFP. Ces accusations «sont de pures inventions de la part des rebelles, on ne nous a fait état d'aucun incident dans la zone aujourd'hui» dimanche, a réagi le porte-parole de l'armée sud-soudanaise, le colonel Philip Aguer. «Il n'y a pas de forces (gouvernementales) dans la zone» entre Panyijar et Bor, «il y a des barges de l'armée qui se déplacent dans cette zone et elles ont le droit de se défendre de qui veut les attaquer», a-t-il expliqué, sans préciser si ces barges avaient été effectivement attaquées dimanche. Il a en outre accusé les rebelles d'avoir attaqué dimanche matin, un village à une trentaine de kilomètres au nord-est de la localité de Renk, dans l'État pétrolier du Haut-Nil, principal champ de bataille du conflit avec ceux du Jonglei et d'Unité. L'Igad, organisation sous-régionale (Djibouti, Éthiopie, Kenya, Ouganda, Somalie, Soudan, Soudan du

Sud) ayant assuré la médiation des pourparlers sud-soudanais dans la capitale éthiopienne et qui chapeaute le mécanisme de contrôle du cessez-le-feu, n'était pas joignable dimanche et il était impossible de vérifier ces informations de manière indépendante.

«Nous voulons que l'Igad déploie des éléments dans tous les comtés pour vérifier et constater qui viole le cessez-le-feu», a poursuivi le colonel Aguer. La rébellion a de son côté indiqué qu'elle allait dès «lundi informer l'Igad» des attaques dont elle fait état. Le président Salva Kiir a signé mercredi à Juba un accord de paix, ce qu'avait déjà fait le 17 août à Addis Abeba, le chef de la rébellion, son ancien vice-président Riek Machar. Cet accord, devant mettre fin à 20 mois de guerre civile au Soudan du Sud, prévoyait l'entrée en vigueur d'un «cessez-le-feu» permanent dimanche à 00h00 (samedi 21h00 GMT). Directement menacés de sanctions, MM. Kiir et Machar ont signé l'accord sous forte pression de la communauté internationale. Ils ont depuis tous les deux ordonné à leurs troupes respectives de cesser les combats à l'entrée en vigueur du cessez-le-feu, de rester sur leurs positions et de n'agir qu'en état de «légitime défense». La demi-douzaine de cessez-le-feu déjà conclus par



MM. Kiir et Machar depuis le début du conflit, au cours d'interminables pourparlers sous l'égide de l'Igad à Addis Abeba, ont été systématiquement violés dans les jours voire les heures qui suivaient.

Le Soudan du Sud, plus jeune nation du monde, a proclamé son indépendance en juillet 2011 après des décennies de conflit contre Khartoum. Il a replongé dans la guerre en décembre 2013, quand des combats ont éclaté au sein de l'armée sud-soudanaise, minée par les dissensions politico-ethniques alimentées par la rivalité entre MM. Kiir et Machar à la tête du régime. Ce conflit, marqué par des massacres et des atrocités, a fait des dizaines de milliers de morts et chassé quelque 2,2 millions de Sud-Soudanais de leurs foyers.

Les deux camps n'ont cessé de s'accuser mutuellement de lancer de nouvelles offensives, depuis la signature de l'accord, accueillie avec prudence et un

enthousiasme limité. En signant, M. Kiir a fait part de ses réticences envers cette «paix imposée» et posé 16 «réserves» au texte, notamment sur des dispositions concernant le crucial mécanisme de partage du pouvoir avec la rébellion. Côté rebelle, plusieurs puissants chefs militaires ont récemment fait sécession et rejeté par avance tout accord de paix signé par MM. Kiir et Machar.

Les observateurs s'interrogent sur le niveau réel de contrôle qu'exerce chacun des deux chefs sur leurs troupes respectives, de nombreuses milices tribales, plus ou moins autonomes, étant venues prêter main-forte à l'un ou l'autre camp. La communauté internationale entend maintenir la pression sur MM. Kiir et Machar. Le Conseil de sécurité avait appelé vendredi à un cessez-le-feu immédiat et permanent au Soudan du Sud et brandi la menace de sanctions ciblées (gels d'avoir et interdiction de voyager).